

Au Nom de la République

www.appeldr.fr.fm

NUMÉRO 3

Bulletin de l'association Appel d'R — Président d'honneur : Philippe Séguin

NOVEMBRE 2000

ÉDITORIAL

« Kim Jong Il » et les autres

Cette apostrophe désobligeante lancée à l'égard de Philippe Séguin par son concurrent sortant – dans tous les sens du terme – nous amène à laisser notre regard vagabonder hors d'une triste arène politique nationale où la mise en scène entourant le départ de Martine Aubry n'avait rien à envier à la farce grand-guignolesque par laquelle s'est achevé (provisoirement) le procès du financement occulte du PCF. Laissons donc Martine au charbon, Robert vendre son muguet et Valéry disséquer les arcanes des Français, tout en se plongeant dans un abîme de perplexité en se demandant encore et toujours pourquoi ce peuple étrange n'a pas voulu le réélire il y a vingt ans.

Cessons de porter sur nous-mêmes un regard ethnocentré qui ne saurait conduire qu'à un rétrécissement dommageable de l'idée universelle que nous nous proposons (modestement) de propager, l'idée républicaine, et ouvrons-nous au Monde ! Cette ouverture, particulièrement en direction des pays francophones, était une des idées fondatrices d'Appel d'R. Un petit tour d'horizon semble donc s'imposer, à titre informatif et non polémique.

Au Canada, le Premier ministre fédéral, le libéral Jean Chrétien, a décidé de convoquer une nouvelle fois les électeurs avant terme. Face à une opposition divisée, le PLC devrait facilement l'emporter. Le score du Bloc québécois au Québec devrait permettre de mesurer l'audience des thèses souverainistes dans une « Belle Province » toujours dirigée par Lucien Bouchard et le Parti québécois.

La situation en Côte-d'Ivoire reste confuse. Le socialiste Laurent Gagbo a remporté largement l'élection présidentielle en devançant le général Gueï. Après une nouvelle tentative de putsch de celui-ci, Gagbo a été reconnu président par toutes les parties. Cependant, la situation n'est pas stabilisée, malgré la constitution d'un gouvernement d'union nationale. Le RDR de M. Ouattara, soutenu par les ethnies du Nord et les Américains (et qui avait été empêché de participer à l'élection présidentielle par le général Gueï, sur la base d'une loi fort discutable sur l'« ivoirité ») ne semble pas encore rallié au calme. La situation est donc toujours instable.

Enfin, en Roumanie, les sondages réalisés en perspective des élections générales de décembre prochain prévoient le retour au pouvoir de Ion Iliescu et de son parti, issu du Front de Salut

national, et la défaite du Parti national paysan (démocrate-chrétien).

Parmi les pays francophiles, on peut relever l'extrême confusion qui règne en Albanie après les élections municipales, le Parti démocratique (droite) ayant retiré tous ses candidats présents au second tour pour protester contre les fraudes du Parti socialiste (ex-communistes) au pouvoir. Le cas yougoslave, médiatiquement surexposé, ne mérite plus qu'on s'y attarde, quoiqu'il convienne d'être vigilant face au jeu joué par les Américains et les Allemands dans la République sécessionniste du Monténégro. En effet, si celle-ci décidait de proclamer son indépendance, elle entérinerait la fin de la Yougoslavie et transformerait Kostunica en Président d'un État fantoche, réduit à la seule Serbie, toujours au mains des amis de Milosevic.

Pour le reste, Kim Jong Il s'accroche à son fauteuil et refuse toujours l'idée d'une réunification, du haut de son palais des hauteurs de Pyongyang... comme d'autres sur la Montagne-Sainte-Geneviève...

Suivez mon regard.

Jérôme STERKERS

LIBRES PROPOS

CANADA / QUEBEC

La défense des Bleus

L'été indien a été propice à l'engouement fédéral des présidents de nos deux assemblées parlementaires. En résumé, le fédéralisme canadien serait le plus sûr vecteur de la francophonie canadienne... Rappelons à ces dévoués zéloteurs du régime que, le Québec et le Nouveau-Brunswick mis à part, le taux d'assimilation des francophones avoisine les 50 %. Le Premier ministre libéral Jean Chrétien a d'ailleurs trouvé « naturelle » cette fin programmée des communautés francophones éparses. Le non moins libéral Pierre-Eliot Trudeau avait, en son temps, déplié le paravent de l'utopie bilingue pour cacher l'état de marginalisation des francophones et les vives tensions qui opposaient principalement le mouvement d'émancipation québécois au fédéralisme canadien. Sous sa férule, un Canada idéalisé allait être présenté à la face du monde, un Canada Potemkine, accueillant, où tout va bien, au premier rang des classements du PNUD. Une magnifique carte postale qu'une succession d'ambassadeurs très actifs n'ont depuis cessé

d'adresser à un personnel politique français ignorant des réalités internationales. La bannière à la feuille d'érable, toute rouge de sa tradition anglo-saxonne, pouvait flotter sur les ruines du Canada français.

Aujourd'hui, seul le Québec est encore véritablement préservé malgré les prévisions démographiques défavorables pour l'île de Montréal. Il constitue une société francophone majoritaire (85 %) et pavoise son destin de bleu.

Le Canada, dévoilé par les référendums québécois de 1980 (40 % pour le oui à la souveraineté-association) et 1995 (49%), n'est pas bilingue. Il juxtapose des sociétés distinctes. L'ampleur de la francophonie québécoise, l'évolution du fédéralisme canadien opposent en réalité deux mouvements nationaux concomitants et difficilement conciliables : d'un côté celui en faveur de l'accession du Québec à la pleine souveraineté et de l'autre un nationalisme pan-canadien, réducteur pour les francophones.

La politique de la France à l'endroit des aspirations québécoises a maintenu une favorable « non indifférence et non ingérence » après que le général de Gaulle eut répondu à la trahison de Louis XV. À vrai dire, l'enjeu est de taille : non seulement cette confrontation du Québec et du Canada est aussi celle de la francité et de l'américanité, mais elle oppose plus fondamentalement une démarche collective et intégrative à la collection très utilitariste d'intérêts individuels. Voilà les couleurs distribuées. Peut-on encore raisonnablement soutenir les rouges ?

Jérôme BALOGE

UNION EUROPEENNE

Bienvenue en l'an mil...

Le Bundesrat – la Haute-Assemblée allemande – ne ratifiera le compromis de Nice qui sera en principe issu de l'actuelle Conférence inter-gouvernementale pour la réforme des institutions européennes, que s'il obtient la garantie pour les *Länder* du lancement d'une démarche (CIG ou autre) qui rende effective la subsidiarité entre les trois échelons institutionnels : l'Union européenne, les États et les Régions.

Naturellement, une telle exigence sera favorablement accueillie et sans doute soutenue par les « généralités » espagnoles, les « dévolutions » du Royaume-Uni (Écosse, Galles, Irlande du Nord) et les régions italiennes. Voilà l'éclatante expression d'une triste réalité : la France et son modèle unitaire se trouvent, plus

que jamais, cernés de toute part par les centurions fédéralistes.

Comment ne voit-on pas que l'essor des Régions et de l'Europe signifie le dépeçage des attributs de la souveraineté des États ? Rares sont ceux qui osent, publiquement, s'en féliciter. Nombreux en revanche sont ceux qui, dans les médias, éludent cette menace, conséquence pourtant quasi-mécanique du mouvement actuel. Il nous enjoignent à ne pas avoir peur pour notre vieil État-Nation qui, en s'adaptant, acquerrait une nouvelle jeunesse.

Les collections de foutaises acidulées qui enrobent les discours sur les Régions et l'Europe, décorées de pompeuses considérations sur le « fonctionnement en réseau » ou les « nouveaux partenariats », comme il se doit « à l'aube du Troisième millénaire », doivent être prises pour ce qu'elles sont vraiment : des apprêts à la mode pour teinter de modernisme un projet qui ramène, ni plus ni moins, à l'Europe de l'époque féodale.

Qui peut croire, par exemple, que les Européens de l'Ouest voudront davantage partager leurs ressources avec les Européens de l'Est (lorsque ces derniers auront rejoint l'UE) une fois « régionalisés », alors qu'un État fédéral tel que l'Italie est incapable d'imposer une solidarité consentie au nom d'un projet commun entre ses régions riches du Nord et ses régions pauvres du Sud ?

Sans doute le moment est-il donc venu de rappeler, alors que va s'achever la Conférence inter-gouvernementale, que seul l'État-Nation est à même d'être ordonnateur de la solidarité, parce qu'il est le seul à représenter l'incarnation de chacun en une « communauté » qui transcende les appartenances restreintes, grâce à une histoire commune notamment, mais aussi grâce aux valeurs qu'il véhicule et au projet politique qu'il porte. D'histoire commune, de valeurs et de projet politique, l'Europe est-elle pourvue ?

Frédéric BECK

ENSEIGNEMENT DU CORSE

Est-ce le pire des maux ?

L'obligation de l'apprentissage de la langue corse occupe l'essentiel du débat sur la Corse. D'aucuns voient dans cette proposition la menace d'un obscurantisme latent propre aux parlers régionaux qui ne cesseraient, depuis la levée en masse, d'être l'instrument de toutes les contre-révolutions. Certainement l'ethno-nationalisme corse ne cesse de nous ramener aux âges les plus sombres et le projet de dévolution du pouvoir législatif nous y conduit plus sûrement que la promotion de la langue corse. Dans une perspective régionaliste, la revendication linguistique est sûrement de toutes la plus légitime. Pour être définitivement recevable, il faudrait cependant admettre la réalité patoisante de ces langues que dénie l'imposition d'un parler standard. Il faudrait également en finir avec une histoire révisée par nécessités idéologiques qui oppose la langue française aux langues

régionales. L'influence de la langue française doit plus au prestige des lieux de pouvoir et de savoir et au progrès de l'alphabétisation qu'à la méchante baguette de la République. Par ailleurs, les parlers régionaux sont de véritables langues dont la richesse lexicale pourrait à nouveau imprégner le français, épuré et rigidifié par Malherbe.

J. B.

LECTURES

Mémoires accessoires

Il est passionnant de suivre le père sous le regard du fils. Il est merveilleux de découvrir un grand homme dans l'ombre d'un autre : combattant de la France libre, compagnon de la Libération sans médaille (le népotisme n'étant pas une vertu chez les de Gaulle), amiral aux côtés d'un père général et toujours droit sur le fil de l'épée.

Les *Mémoires accessoires* conservent le souvenir d'un temps qui s'étirole, où les héros peuplaient l'univers des hommes. À lire pour rafraîchir notre mémoire de l'espoir !

J. B.

Philippe de Gaulle, *Mémoires accessoires*, deux tomes, Plon.

La Comédie des orphelins

Christophe Barbier, Directeur adjoint de la rédaction de *L'Express*, connaît son métier et le pratique bien.

Dans cet ouvrage plein de dépit – un dépit dont il rend compte sans nécessairement le partager – construit comme une galerie de portraits, il montre comment la flamme prétendument gaulliste a cessé de raviver les cendres du Général.

Chirac, Séguin, Sarkozy, Pasqua au ban, les seconds couteaux à l'arrière-ban, malgré qu'ils en aient, seraient orphelins et tout à la fois, dans des proportions variées, parricides.

Fort bien écrit, remarquablement documenté, sans doute parfois injuste, ce livre n'épargne personne. Révoltant, il donnera du cœur à l'ouvrage de ceux qui n'ont pas abdiqué.

F. B.

Christophe Barbier, *La Comédie des orphelins*, Grasset

AGENDA

29 novembre 2000. Café politique avec Florence Kuntz, député européen (RPF), conseiller régional de Rhône-Alpes, sur le thème « La présidence française de l'Union européenne et les enjeux du traité de Nice ».

13 décembre 2000. Café politique avec Henri Guaino, tête de liste RPR-UDF-DL dans le Ve arrondissement de Paris, ancien Commissaire au Plan, sur le thème « L'unité de la République ».

PALMARÈS

A L'HONNEUR

Roxane Decorte

Née dans le dix-huitième arrondissement, où elle a toujours vécu, Roxane Decorte est responsable, pour le quartier Chapelle-Goutte d'Or, des Jeunes RPR, mouvement où elle milite depuis 1991 pour promouvoir les valeurs du gaullisme social. Rédactrice en chef du journal local *Ambitions*, elle est, depuis mars 2000, coordinatrice des délégués du Maire dans les écoles du dix-huitième. Roxane sera tête de liste RPR-UDF-DL dans cet arrondissement, qui est aussi celui où se présentera Philippe Séguin, en quatrième position. Enfin, pour ceux qui ne le sauraient pas, Roxane est une sympathique sympathisante de notre association !

Roxane, bravo et compte sur nous !

Site Internet

www.appeldr.fr/fm

À partir de la page d'accueil du site, pour être tenu régulièrement informé de nos initiatives, pour recevoir notre bulletin par courrier électronique, rejoignez la liste de diffusion d'Appel d'R.

Vous pouvez également nous contacter à l'adresse suivante :

appeldr@yahoo.fr

BULLETIN D'ADHÉSION Cotisation 2001 — 50 francs

Règlement par chèque à l'ordre d'APPEL d'R

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
C.P.....Ville.....
Date de naissance.....
Tél. dom.....
Tél. bur.....
Tél. port.....
Mél.....
Profession.....

Bulletin à découper ou à recopier et à renvoyer à :

Appel d'R
12, rue Lalande 75014 Paris